

DANGOTE 3X CIMENT

Construisez l'esprit tranquille

GRADE
42,5R

✓ robuste
✓ durable
✓ productif



Toujours le meilleur

N° 01400 du lundi 16 octobre 2017

6^{ème} année

400 FCFA

Le Quotidien de **L'ECONOMIE**

www.quotidieneconomie.com

f Le Quotidien de l'Economie
@Quotidieneco



JJ-25

Theli RP Tel : (237) 242 00 17 31 / 243 42 88 32 • Email : quotidien_economique@yahoo.fr • Directeur de la publication : **Thierry EKOUTI**

« EGM 5,5% NET 2016-2021 »



Imbroglia à la Bourse de Douala

Un point de presse prévu ce lundi à Douala par le représentant de la masse des obligataires, Louis Deschamps Lothin Elessa, a été annulé par les autorités administratives et la Commission des marchés financiers.

Page 5

INFRASTRUCTURES

La revue des chantiers routiers

Emmanuel Nganou Djoumessi, le ministre des Travaux publics (Mintp) a discuté le jeudi 12 octobre avec les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets d'infrastructures routières avec l'objectif d'accélérer le rythme des travaux dès novembre prochain.

Pages 6-7

CRISE ANGLOPHONE

Amnesty dénonce des violations des droits humains

Page 9

CEMAC

Page 3

La fin de la crise n'est pas proche



Quatre pays sur six seront en quasi-récession économique en 2017. Les recettes budgétaires en chute partout. Les avoirs extérieurs baissent, la dette publique s'aggrave.

nexttel



Tu fais encore
quoi là-bas ?
Viens chez nexttel
et bénéficie des meilleurs
offres et services

INFOLINE :
669 90 00 00
(Tarifs standard applicables)

Ouvrez un compte et gagnez* !

Un RAV4 (version actuelle)
Des écrans plasma
Des réfrigérateurs
Des cuisinières
Et des motos

*Conditions de participation disponibles auprès de nos agences.



Du 1^{er} juin au
30 novembre 2017

Partenaires: CAMI, ARIELUX

Eh bien, dialoguons !

L'ÉCONOMIE

Édité par THELI RP
Siège Social : Yaoundé,
Essos Camp Sonel
Tél : +237 242 00 17 31
Directeur Général et Directeur de la
Publication :

Thierry EKOUTI
Desk Douala : New Bell, Face
Pharmacie Ste Anne
Tél : +237 243 15 15 77

Chef Desk Douala
Idriss Lissom

Directeur des Rédactions
Parfait N. SIKI

**Coordonnateur de la Rédaction
Douala**
Joseph Roland DJOTIE

**Coordonnateur de la version
numérique, « site + Application »
et du Magazine**
Baudouin ENAMA

Chef Service Economie
Sylvain ANDZONGO

Chef Service Economie Verte
Pierre NKA

Chef Service Economie Numérique
Elodie MBOPDA

Chef Service Finance
Sandrine GAINGNE

Chef Service Actualité Générale
Blaise NNANG

Rédaction
Joseph Roland DJOTIE, Blaise
NNANG, Sylvain ANDZONGO,
Baudouin ENAMA, Pierre NKA,
Elodie MBOPDA,
Sandrine GAINGNE, Christian HAPPI,
Christelle BELIBI, Ruth Estelle
BELINGA, Ruben TCHOUNYABE,
Hervé FOPA FOGANG,

Administration et Finances
Rachel PADEN
Madeleine MIMKOUBOUE

**Direction Commerciale
et Marketing**

Directeur
Idriss LISSOM

Commerciale
Perrine ZIBI

Infographie
Guy Germain TAYOU YAMAHE
Lionel ABANDA

Production et Distribution Yaoundé
Armand Christian NDI

Distribution Douala
Augustin KAMGA

Magazine Partenaire
Comnews

Imprimerie
New Vision

Même si le président de la République rentrait dans son pays après la mise sous presse de cette édition du « Quotidien de l'économie », il aura passé un mois jour pour jour hors du Cameroun. Il a quitté Yaoundé le 14 septembre pour prendre part à la 72ème assemblée générale des Nations unies, selon les termes du communiqué officiel publié le même jour par la présidence de la République. Le 22 septembre, il a prononcé un discours à la tribune de cette institution, dans une salle quasi-déserte, avant de quitter New-York pour une destination qui n'a pas été communiquée au peuple camerounais. La Constitution camerounaise est si bien faite que Paul Biya ne risque aucune destitution pour séjour prolongée à l'étranger. Il n'a nulle obligation d'exercer son pouvoir en résidant au Cameroun. Comme dirait Issa Tchiroma, « de par son omniprésence, il est partout où se trouvent les intérêts de la Nation ». On suppose donc qu'il y a intérêt plus important là où il se trouve en ce moment que les risques de partition et de désagrégation du pays.

C'est tout le système Biya qui est ainsi mis en évidence, avec cette absence-présence, ce silence parlant ou cette dynamique nonchalance dont il déploie l'hypnose sur l'ensemble de son camp et bien au-delà. Partout et nulle part à la fois, Paul Biya n'a pas besoin de présence physique pour tenir son monde, qui a déjà intégré ses silences comme un mode de gestion du pouvoir. Ses absences participent de la même mystique, elles ne sont qu'une autre forme de silence délocalisée. Quand Paul Biya est hors du Cameroun, la vie politico-administrative se met en stand-by en attente de son retour. A défaut, le centre du pouvoir se déplace à l'hôtel Intercontinental de Genève en Suisse, où le président de la République prend d'habitude ses quartiers lors de ses « courts séjours privés en Europe ». On est là devant l'hypercentralisation de l'organisation politico-administrative du pays. Celle qui est dénoncée en tête de liste par les pourfendeurs de l'Etat unitaire.

Une « biyadépendance » orchestrée et mise en œuvre par Paul Biya, qui le place au départ et à l'arrivée de quasiment tous les dossiers auxquels il est prêté un minimum d'importance. Peu importe qu'il s'agisse de la date de la finale de la coupe du Cameroun ou du tracé d'une route, il faut obtenir l'aval, l'autorisation ou la non-objection d'Etoudi. C'est le premier point de blocage d'une sortie de la crise an-

Nord-Ouest et le Sud-Ouest prolongent la verticalité des rapports qui structurent les relations entre dirigeants et populations dans la gouvernance actuelle. Des élites pourtant disqualifiées par leur base mais légitimées d'en haut par une feuille de mission sont les interlocuteurs forcés d'une population qui s'est déjà donnée de nouveaux leaders. Un dialogue de sourds aura lieu, qui ne touchera pas au fond

du dialogue. De plus en plus, on entend dire : « Mais on a déjà dialogué ». Les missions de bons offices déployées dans les villes et villages du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'apparentent à cet égard comme l'étape ultime du dialogue vu par le gouvernement, après la création de la commission Musonge et toutes les mesures mises sur pied depuis le déclenchement de la crise anglophone il y a un an. Ceux qui attendent une agora dans le modèle d'une conférence nationale souveraine ou d'une tripartite seront déçus. Paul Biya n'a pas envie d'ouvrir la boîte de Pandore à moins d'un an de la présidentielle de 2018 à laquelle il a la ferme intention d'être candidat.

Le dialogue n'est pas dans l'ADN de ce pouvoir. A titre d'exemple, Paul Biya ne sait pas dialoguer avec la jeunesse de son pays car il n'existe aucune instance d'échange entre le chef de l'Etat et la frange la plus importante de la population. Il n'a plus mis les pieds à l'université depuis des lustres et ne rencontre les problèmes des jeunes que dans les notes qui lui parviennent. Tous les 10 février, il leur adresse un message, 34 depuis son accession au pouvoir. Mais a-t-il déjà entendu le message des jeunes ? La dernière fois qu'une discussion nationale fut organisée dans ce pays date du débat de 1995 qui accoucha de la Constitution de janvier 1996. Ce fut un « large débat » et non un grand débat.

A chaque fois qu'un dialogue national est nécessaire, comme autour du conflit de Bakassi, de l'Accord de partenariat économique, de la guerre contre Boko Haram, des mémoranda, des émeutes de la faim, de la révision constitutionnelle de février 2008, etc., Paul Biya préfère les manœuvres d'arrière-boutique dans l'objectif évident de ne jamais perdre la main. Il existe un seul espoir : c'est qu'il comprenne, comme en 1990 avec le virage des libertés puis du multipartisme, qu'on n'arrête pas le vent avec les mains.

Paul Biya n'a pas envie d'ouvrir la boîte de Pandore à moins d'un an de la présidentielle de 2018 à laquelle il a la ferme intention d'être candidat.

Le dialogue n'est pas dans l'ADN de ce pouvoir. A titre d'exemple, Paul Biya ne sait pas dialoguer avec la jeunesse de son pays car il n'existe aucune instance d'échange entre le chef de l'Etat et la frange la plus importante de la population.

glophone que tous lient à une mise en œuvre effective de la décentralisation par un transfert effectif des pouvoirs et des ressources financières aux collectivités territoriales décentralisées. La solution souhaitée par la plupart, c'est-à-dire l'émergence d'un leadership local, légitimé par un vote et responsable devant les populations électorales, est séduisante mais est clairement anti-système, car elle n'est ni plus ni moins qu'une remise en question du mode de fonctionnement actuel, animé et instrumentalisé par l'imprévisibilité, l'omnipotence et l'omniscience du prince.

Les missions de conciliation, les émissaires de la paix envoyés par Paul Biya dans le

des problèmes et ne trouvera donc pas les solutions. A la vérité, le pouvoir de Paul Biya n'a vraiment jamais su comment dialoguer. C'est là le deuxième blocage d'une sortie de crise.

Tout le monde parle de dialogue inclusif pour construire les fils de la paix et de l'harmonie entre toutes les composantes de la nation. Paul Biya lui-même, les opérateurs politiques, la société civile, le clergé, la communauté internationale (Nations unies, Etats-Unis, Union européenne, etc.) ont repris cette expression, faisant d'elle le mot magique. Mais les uns et les autres ne vont pas tarder à déchanter car il n'y a pas un lexique unique, encore moins un mode opératoire universel

Parfait N. Siki

CEMAC

LA FIN DE LA CRISE N'EST PAS PROCHE

Quatre pays sur six seront en quasi-récession économique en 2017. Les recettes budgétaires en chute partout. Les avoirs extérieurs baissent, la dette publique s'aggrave. Le 5 octobre dernier, la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) a fourni des perspectives économiques sombres pour les pays membres de la Cemac.

Sylvain Andzongo

Recul de la croissance dans plusieurs pays

Les prévisions pour l'année 2017 font ressortir une atonie des activités économiques, avec un taux de croissance du PIB réel à 0,8 % en 2017 contre 0,2 % en 2016, en lien avec la baisse des investissements publics et des activités moins vigoureuses du secteur non pétrolier. Le secteur pétrolier enregistrerait une

progression de -4,6 % contre -5,8 % en 2016, et le secteur non pétrolier s'établirait à +2,4 % après +2,0 % un an plutôt. Par pays, la croissance ralentirait au Cameroun (4,2 % contre 4,7 % en 2016), en République Centrafricaine (4,9 % contre 5,1 % en 2016) et au Gabon (1,1 % contre 2,1 % en 2016).

Elle se renforcerait légèrement au Tchad (1,9 % contre -4,2 % en 2016) pendant que la récession se poursuivrait au Congo (-2,1 % contre -2,8 % en 2016) et en Guinée équatoriale (-7,2 % contre -5,9 % un an plus tôt). En résumé, presque quatre pays sur six sont quasiment en récession. Car une crois-

sance de 1,9 avec un taux de natalité du pays bien plus important s'annule. Du côté de la demande, l'activité économique réelle serait portée par la demande extérieure nette, avec un apport de 3,1 points. Elle compenserait la faiblesse de la demande intérieure dont l'apport s'établirait à -2,3 points. Cette évolution résulterait du recul des exportations de biens et services qui grèveraient la croissance économique de 1,3 point. S'agissant des prix, le taux



Abbas Mahamat Tolly, le gouverneur de la BEAC

d'inflation se situerait autour de 1,6 % contre 1,1 % un an plus tôt. Cette remontée des pressions inflationnistes découlerait principalement de l'instauration de nouvelles taxes en vue d'accroître les recettes fiscales. Toutefois, l'affaiblissement de la demande intérieure, et la bonne tenue des activités de l'agriculture vivrière, en raison des effets des programmes publics de soutien aux acteurs de cette branche pourraient atténuer cette dynamique.

Baisse des recettes budgétaires

L'on devrait s'attendre en 2017 à une baisse des recettes budgétaires de 12,2 % à 7 928,0 milliards, tirée par des recettes non pétrolières en baisse de 9,2 % à 5 422,4 milliards, contre 5 198,6 milliards en 2016, et des recettes

pétrolières de 18,0 % à 2 505,6 milliards. Cette progression serait liée principalement à la décélération de l'activité non pétrolière que les réformes des pouvoirs publics, notamment la dématérialisation pour une meilleure

collecte de l'impôt, n'ont pas suffi à atténuer. Le repli des recettes pétrolières serait lié à une remontée moindre que prévue des cours du pétrole brut et du taux de change du francs CFA par rapport au dollar.

Baisse des recettes budgétaires et dégradation du solde primaire

Il faut s'attendre à une baisse des recettes budgétaires de 12,2 % à 7 928,0 milliards, tirée par des recettes non pétrolières en baisse de 9,2 % à 5 422,4 milliards, contre 5 198,6 milliards en 2016, et des recettes pétrolières de 18,0 % à 2 505,6 milliards. Cette progression serait liée principalement à la décélération de l'activité non pétrolière que les réformes

des pouvoirs publics, notamment la dématérialisation pour une meilleure collecte de l'impôt, n'ont pas suffi à atténuer. Le repli des recettes pétrolières serait lié à une remontée moindre que prévue des cours du pétrole brut et du taux de change du francs CFA par rapport au dollar. Par ailleurs, il y aura une dégradation de l'excédent

du solde primaire qui reviendrait de 1,8 % du PIB (896,7 milliards) comme anticipé à 0,5 % du PIB (260,0 milliards), contre -4,1 % du PIB en 2016 (-1 879,9 milliards), suivie à nouveau d'un déficit du solde budgétaire de base, qui se situerait à -1,1 % du PIB en 2017, après +0,5 % du PIB initialement attendu, contre -4,5 % du PIB en 2016.

Détérioration du solde budgétaire

Une détérioration du solde budgétaire, base engagements, hors dons, reviendrait à 1 694,8 milliards équivalant à -3,5 % du PIB, au lieu de -1 583,1 milliards comme anticipé (-3,2 % du PIB), contre 3 726,7 milliards (-8,4 % du PIB) en 2016. En prenant en

compte l'amortissement de la dette extérieure de 1 199,4 milliards, la réduction des arriérés de paiements de 582,7 milliards et le désengagement vis-à-vis du système non bancaire de 264,2 milliards, le besoin de financement global des Etats s'établirait à 3

741,1 milliards. Il serait couvert par des concours extérieurs comprenant 453,0 milliards de dons et 1 903,3 milliards de tirages sur prêts, 152,0 milliards d'allègement de la dette extérieure et des tirages de 1 232,9 milliards auprès du système bancaire.

Endettement extérieur continu

En ce qui concerne l'endettement extérieur, les principaux ratios devraient se dégrader. Ainsi, l'encours de la dette rapporté au PIB s'établirait à

24,6 % contre 25,5 % en 2016 ; le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires passerait de 20,1 % à 22,0 % en 2017, contre 25,1 % en 2016, et

celui du service de la dette rapporté aux exportations de biens et services se maintiendrait autour de 12,0 % contre 14,6 % un an plus tôt.

Chutes des avoirs extérieurs

Les dernières prévisions monétaires établies pour l'année 2017 font ressortir une chute des avoirs extérieurs nets du système monétaire de 36,4 %, sous l'hypothèse d'une dégradation du déficit du solde extérieur au cours de l'année et de la baisse

des tirages extérieurs. En conséquence le taux de couverture extérieure de la monnaie s'établirait à 60,6 %. Il y aura une dégradation de la position nette débitrice des Etats de -51,2 %, dans une phase difficile pour la trésorerie publique.

Enfin, il y aura un accroissement des crédits à l'économie de 4,6 %, en rapport avec l'évolution de l'activité économique non pétrolière dans les Etats membres ; et, en conséquence, une hausse de la masse monétaire de 4,8 %.

Des comptes extérieurs de la Cemac toujours dans le rouge

L'analyse des comptes extérieurs de la Cemac en 2017 fait ressortir une diminution du déficit des transactions courantes, qui s'établirait à -3 800,7 milliards (-7,9 % du PIB) contre -6 781,0 milliards (-15,2 % du PIB), un an auparavant. Cette amélioration découlerait d'un excédent de la balance commerciale qui s'établirait à 3 137,4 milliards en 2017, soit une hausse de 3,6 %, sous l'effet d'un repli moins important des exportations (-6,9 %) que des importations (-

10,0 %). Le solde du compte courant serait déficitaire pour tous les pays de la CEMAC en 2017: au Cameroun (-4,4 % du PIB contre -3,7 % du PIB un an auparavant), en République Centrafricaine (-4,9 % du PIB après -3,4 % du PIB en 2016), au Congo (-16,7 % du PIB après -68,6 % du PIB en 2016), au Gabon (-3,3 % du PIB contre -6,4 % du PIB en 2016), en Guinée Equatoriale (-7,4 % du PIB contre -9,4 % du PIB en 2016) et au Tchad (-16,5 % du PIB après

-23,4 % du PIB un an auparavant). Traduisant l'évolution de ses composantes, le solde global de la balance des paiements redeviendrait déficitaire à hauteur de 833,9 milliards en 2017 contre un déficit de 3 156,2 milliards en 2016. Ces besoins qui en découlent seraient couverts par les réserves officielles à hauteur de 883,0 milliards et le reste par une réduction des arriérés de 226,7 milliards, et des réaménagements de la dette 152,0 milliards.

1^{ère} édition
4
DU 21
AU 25
NOVEMBRE
2017
MAISON
DU PARTI
DOUALA

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU 1^{er} MINISTRE CHEF DU GOUVERNEMENT

PME X CHANGE

FORUM INTERNATIONAL DE LA PME

DES PARTENARIATS CONNECTÉS AU FUTUR



SOUSCRIVEZ MAINTENANT !
WWW.PATRONAT-ECAM.COM
(+237) - 233 431 145 - 333 420 648



SGS



Asése

« ECMR 5,5% NET 2016-2021 »

Imbroglia entre le représentant de la masse des obligataires et la CMF

Un point de presse prévu ce lundi à Douala et organisé par Louis Deschamps Lothin Elessa a été annulé par les autorités administratives et la CMF, pour violation du règlement intérieur.

Dans une note d'information datée du 13 octobre 2017, la Commission des marchés financiers (CMF), le régulateur du marché Camerounais, fait part de l'interdiction d'un point de presse que la représentation de la masse des obligataires de l'emprunt « ECMR 5,5% net 2016-2021 » entendait tenir ce lundi 16 octobre à Douala. Cette rencontre avec la presse, comme on peut le lire dans la note d'information signée du chef de la cellule communication de la CMF, a été annulée sur une décision du sous-préfet de l'arrondissement de Douala 1er le 12 octobre 2017. Une annulation qui fait suite à une invitation adressée à la presse par Louis Deschamps Lothin Elessa, représentant de la

masse des obligataires de l'emprunt obligataire suscitée. Ce point de presse avait pour objectif « de communiquer sur le respect des engagements du Cameroun auprès des investisseurs, notamment le remboursement de 9,07 milliards de FCFA prévu le 17 octobre 2017. Nous donnerons également la liste des projets financés par le mécanisme de l'emprunt obligataire « ECMR 5,5% net 2016-2021 », peut-on lire dans l'invitation signée de Louis Deschamps Lothin Elessa. Selon ce dernier, ce point de presse est organisé par la représentation de la masse des obligataires dans un souci de transparence. Ces représentants chargés de défendre les intérêts des investisseurs auprès de l'Etat pour cette opé-



ration qui court jusqu'en 2011, avaient été désignés le 6 septembre dernier. Si la représentation de la masse clame le souci de transparence, pour la CMF, cette communication est une violation du règlement intérieur de cet organe. C'est une « initiative unilatérale, prise indûment au nom de la représentation par un seul de ses trois membres, alors même que le règlement intérieur de cet organe indique que la représentation est for-

A la DSX à Douala, le marché boursier attire...

mée des trois mandataires », lit-on dans la note d'information de la CMF. Bien plus, comme l'affirme la CMF, la tenue d'une telle rencontre n'est pas conforme aux missions de la représentation telles que définies dans son règlement intérieur en matière d'information permanente de la masse des obligataires. Selon ledit règlement, « la représentation se réunit trimestriellement à l'effet de procéder aux vérifications ci-dessus (vérifica-

tions périodiques de l'effectivité et de l'opérabilité du mécanisme de sûreté de l'emprunt) et de rédiger un communiqué dans la presse à l'attention de la masse », soutient la CMF. Et donc, dans le règlement, il n'est prévu aucune communication par voie de point de presse ou de conférence de presse. Raison pour laquelle la CMF déclare le point de presse envisagé non réglementaire. Et des sanctions sont prévues au cas où cette rencontre a lieu.

En rappel, l'emprunt « ECMR 5,5% net 2016-2021 », a été lancé par l'Etat du Cameroun en 2016 et co arrangé par un consortium composé de trois banques. Cet emprunt qui devait aider au financement de l'économie camerounaise avait été sursouscrit. Le montant de départ recherché sur le marché était de 150 milliards de FCFA, et finalement, 165 milliards ont été levés.

Sandrine Gaingne

Catastrophe d'Eseka : 711 dossiers d'indemnisation validés par Camrail

A l'occasion de sa 28^e session tenue le 12 octobre à Yaoundé, le Comité interministériel des infrastructures ferroviaires (Comifer) a révélé à la presse que, environ un an après la catastrophe ferroviaire d'Eseka, le transporteur Camrail, filiale de Bolloré, a déjà validé 711 indemnités. Toujours selon le Comifer, sur les 332 dossiers de blessés évalués, 259 ont été, pour l'instant, retenus. En outre, 581 personnes ont déjà bénéficié des avancements de fonds pour des préjudices sociaux. Des accords pour proposition d'indemnisation ont été validés pour 36 des 80 personnes décédées dans le drame.

Pour rappel, suite à l'accident ferroviaire d'Eséka qui a fait près de 79 morts et 600 blessés, le 21 octobre 2016, Camrail, déclaré principal responsable, selon une commission d'enquête gouvernementale, a indiqué, en août 2017, que toute information faisant état d'une éventuelle prescription, pour ce qui concerne les indemnités est fautive. Et donc, toutes les personnes normalement enregistrées auprès de la compagnie ferroviaire disposeront de tout le temps nécessaire pour instruire leur dossier.

AFFAIRES

36 opérateurs camerounais à l'assaut de la Turquie

C'est l'occasion de la conférence de coopération économique entre l'Afrique et la Turquie qui débute ce jour à Ankara.

36 entrepreneurs camerounais participent depuis ce jour à la conférence de coopération économique entre l'Afrique et la Turquie. C'est à Ankara. Les Camerounais sont conduits par l'Observatoire africain de la pratique des Affaires (Oapa). Selon Justine Dikko Tchoukam, chef de la délégation camerounaise et PCA de l'Oapa, l'objectif de cette conférence internationale de coopération économique Afrique-Turquie est de faire en sorte qu'il y ait un transfert de bonnes pratiques, de bonnes manières de penser le développement entre les opérateurs économiques turcs et camerounais.

Accompagnés par le ministre de l'Economie, le ministre du Commerce, le ministre des Mines, la Chambre de Commerce, l'Agence de promotion des investissements et le Gicam,

ces opérateurs sont issus du secteur des bâtiments, des startups, de l'agro-alimentaire, de l'art, de l'informatique de l'import-export et du textile. Ils comptent décrocher des financements à ce forum qui rassemble également des agences d'investissement et de placement, des industriels turcs et africains. « C'est le premier défi de l'OAPA », martèle la PCA. Pour elle, l'OAPA, pendant ce séjour, veillera à ce que les engagements, les promesses de financements en direction des startups soient réalisées. Sans toutefois donner de détails sur la manière donc cela s'effectuera pour convaincre les hommes d'affaires turcs, elle ajoute que l'engagement se situe dans le « pilier trois » des missions de l'OAPA à savoir : le renforcement des capacités des performances des PME pour une meilleure compétitivité sur la scène in-

ternationale.

La Turquie, une « success story »

Parce que la Turquie était jadis un pays en voie de développement comme est actuellement le Cameroun, les entrepreneurs camerounais profitent de cet événement pour copier le modèle économique turc « La Turquie est un pays émergent. Il y a quelques années ce pays était au même niveau que nous. Nous avons identifié en la Turquie une « success story » d'émergence du développement durable à travers notamment le tourisme, l'économie agro-alimentaire, le textile, entre autres. La Turquie est un couloir important à explorer », relève Justine Dikko Tchoukam. La conférence de coopération économique entre l'Afrique et la Turquie ambitionne d'améliorer la qualité des relations économiques et commerciales entre la Turquie et l'Afrique. Elle se déroule ce jour (lundi 12) jusqu'au 18 octobre, à Ankara. Elle s'intéresse à 3 sec-



Justine Dikko Tchoukam fondatrice-présidente du conseil d'administration de l'OAPA

Pour elle, l'OAPA, pendant ce séjour, veillera à ce que les engagements, les promesses de financements en direction des startups soient réalisées.

teurs du monde des affaires turcs et accueille de nombreux participants venant de 53 pays africains dont le Cameroun, 8^e pays en ligne de mire, un mérite qui serait dû sans doute à la diversité de son économie. « Nous reviendrons faire le point sur l'évaluation des résultats obtenus. Je crois qu'avec l'engagement des opérateurs économiques qui nous accompagnent nous allons y parvenir », conclut l'OAPA dont la mission est d'œuvrer pour l'amélioration du climat et la pratique des affaires dans les pays membres de l'OHADA.

Landry Kamdem, Stg

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

LA REVUE DES CHANTIERS ROUTIERS

Emmanuel Nganou Djoumessi, le ministre des Travaux publics (Mintp) a eu un échange le jeudi 12 octobre avec les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets d'infrastructures routières que sont les entreprises des travaux, les bureaux d'études techniques, les ingénieurs des marchés et les ingénieurs de suivi. Un exercice inédit dans ce ministère qui a permis de présenter une photographie réelle de l'état d'avancement des projets. C'est une revue de l'ensemble des contraintes, des fragilités, des obstacles et des péchés qui minent l'exécution de nos chantiers routiers.

Hervé Fopa

La reconstruction de la route Yaoundé-Bafoussam

Le jeudi 12 octobre 2017, le ministre des Travaux publics (Mintp) a procédé à l'évaluation des chantiers routiers en cours au Cameroun. C'était au cours d'une réunion qui a vu la participation des acteurs impliqués dans la réalisation desdits projets d'infrastructures à savoir : les entreprises des travaux, les bureaux d'études techniques, les ingénieurs des marchés et les ingénieurs de suivi. Ainsi les travaux de près de 30 axes routiers et 45 ouvrages d'art, dont les nationales n°1, n°2, n°3, n°4, n°6, les axes Maroua-Mora, Mora-Dabanga-Kousséri, Batouri-Yokadouma-Moloundou, Kumba-Loum, Mundemba-Issangale, Kumbo-Ndu-Nkambe-Misaje entre autres ont été évalués. De cette évaluation, il ressort par exemple que les travaux d'entretien confortatif sur la route nationale n°3 notam-

ment le tronçon Yaoundé-Ndoupé, long de 106 km est achevé. Le tronçon Bekoko-Idenau, long de 93 km est également achevé. Pour ce qui est des perspectives, le ministre des Travaux publics Emmanuel Nganou Djoumessi a annoncé pour le début de l'année 2018 le remplacement de 18 buses métalliques en dalots, ceci pour éviter l'affaissement de la chaussée. Selon le Mintp, le ministère des Marchés publics a déjà autorisé la passation d'un marché en procédure de gré à gré et le processus de consultation des entreprises est en cours. Le coût de cette intervention est de 5,4 milliards de FCFA. Pour ce qui de la construction du tronçon Nkolesong-Nding et bretelle Nanga-Eboko Bifogo long de 95 km sur la route nationale n°1, l'on apprend que le niveau de réalisation des travaux est de 65,78% et la fin des travaux est prévue en mai



2018.

L'entreprise des travaux, la China international & Electric corporation a été appelé à rattraper le retard qu'elle accuse dans l'exécution des travaux et à fournir au Mintp un planning de travail. Par ailleurs, le niveau de réalisation des travaux sur le tronçon Nding-Mbgaba toujours sur la nationale n°1 long de 40,461 km est de 48,5%. Pour le tronçon entrée Ouest de la ville de Douala, l'on renseigne que l'avancement global des travaux d'élargissement de la

Une route en construction au Cameroun

route en 2x1 voies sur certaines sections et en 2x1 voie de transit et 2x2 voies de desserte en sens unique sur d'autres, y compris un échangeur est de 86% et la réception des travaux est prévue pour le mois de janvier 2018. « Les travaux ont été ralentis à cause de la saison pluvieuse. Cependant, nous avons convenu avec les entreprises des travaux de l'accélération des différents chantiers dès le mois de novembre 2017 puisque ce sera le début de la saison sèche. Il a également été convenu que les entreprises doivent nous fournir un planning de travail afin que nous puissions suivre au même moment l'exécution des travaux ceci pour éviter les retards », explique Emmanuel Nganou Djoumessi.

Les travaux sur la nationale n°4 annoncés pour début novembre 2017

Partir de Yaoundé pour Bafoussam est un véritable chemin de croix pour les usagers. Tellement la route est dans un mauvais état. Au cours de la réunion de jeudi dernier, le Mintp a annoncé pour le début du mois de novembre la reconstruction de l'axe Yaoundé-Bafoussam. Selon Emmanuel Nganou Djoumessi, tous les trois lots ont déjà été attribués à savoir : le tronçon Yaoundé-Ebebda-Kalong (63,75 km) pour un coût d'intervention de 28,5 milliards de FCFA, le tronçon Kalong-Tonga (67 km) pour un coût d'intervention de 28,63 milliards de FCFA et le tronçon Tonga-Bafoussam-Babadjou (110,24 km) pour un coût d'intervention de 35,69 milliards de FCFA. Ces travaux seront réalisés respectivement par CGcop group, Sino-hydro et China first highway engineering.

Hervé Fopa Fogang

HENTATI RIADH

« Le taux global d'exécution des travaux sur l'autoroute Yaoundé-Douala est de 48%. »

Le chef de mission de contrôle des travaux de l'autoroute Yaoundé-Douala chez Scet-Tunisie/ Louis Berger évalue l'état d'avancement des travaux.

Quel bilan faites-vous de l'état d'avancement des travaux de l'autoroute Yaoundé-Douala ?

Au sujet de l'avancement des travaux de l'autoroute Yaoundé-Douala phase I, nous pouvons dire que les travaux avancent sur un rythme accéléré. L'objectif qu'a donné l'entreprise c'est de terminer du PK (point kilométrique) 0 au PK 20 d'ici la fin de cette année. Probablement, il faudra faire un effort particulier mais le plus sûr ce sera dès la fin du premier trimestre 2018. Dans le même sens, les travaux avancent aussi sur un rythme soutenu entre le PK 20 et le PK 40 et l'objectif de

l'entreprise est de terminer cette section en fin 2018. Ce sont des objectifs tout à fait envisageables. Mais le problème majeur c'est la libération de l'emprise entre le PK 40 et le PK 60. C'est dire que jusqu'à présent, l'entreprise n'est pas encore entrée en possession de cette emprise. Vous comprenez qu'il y a un retard dans la libération des emprises entre le PK 40 et le PK 60.

Et je pense que cette situation aura comme conséquence immédiate le retard sur l'avancement global des travaux du PK 0 au PK 60 et qui à la fin du compte peut causer les risques d'immobili-

sation pour l'entreprise. C'est vrai qu'il reste une année pour terminer les travaux de l'autoroute Yaoundé-Douala mais tant qu'on n'a pas mis en la possession de l'entreprise des travaux certaines emprises, les travaux ne vont pas avancer. A priori il y a un retard, mais je dirais que ce retard est partagé parce que si on ne met pas les emprises à la disposition de l'entreprise, les travaux ne pourront pas avancer.

Avant la grève des employés sur ce chantier, on avait déjà bitumé les 7 premiers kilomètres et au niveau du 20ème km, les travaux de déblayage avaient commencé. Où en est-on aujourd'hui ?

Je dirais qu'on est à presque à 30% d'avancement. Nous ne pouvons pas terminer les terrassements d'ici la fin de l'an-

née jusqu'au PK40. On va peut-être terminer d'ici la fin du troisième trimestre 2018, mais il faut préciser que pendant ce temps, les travaux de chaussée vont avancer derrière. C'est un objectif ambitieux.

Quels sont les problèmes rencontrés dans la construction de l'autoroute Yaoundé-Douala ? En tant que chef de mission de contrôle, avez-vous un message à passer à l'entreprise ?

Le problème principal jusqu'ici est que l'emprise entre le PK40 et le PK60 n'est pas encore libéré et c'est un problème à ne pas négliger. Nous pensons que le gouvernement doit faire quelque chose à ce sujet car c'est très important de libérer l'emprise afin que les travaux avancent. L'entreprise doit accélérer le

rythme des travaux parce que le rythme actuel ne nous permettra pas d'atteindre les objectifs dans les délais. C'est dire qu'il faut travailler en deux postes ou trois postes. Maintenant le gouvernement sait ce qu'il a à faire. C'est de payer l'entreprise à temps pour qu'elle puisse accélérer les travaux.

Je voudrais souligner en passant que le 9ème décompte a été payé puisque vous avez posé la question. Au vu de la mobilisation de ce financement, l'entreprise doit accélérer le rythme des travaux. Le rythme actuel est certes bon mais n'est pas suffisant pour atteindre les objectifs dans les délais. Actuellement le taux global d'exécution des travaux est de 48%.

*Propos recueillis par
Hervé Fopa Fogang*



A priori il y a un retard, mais je dirais que ce retard est partagé parce que si on ne met pas les emprises à la disposition de l'entreprise, les travaux ne pourront pas avancer.

LA REVUE DES CHANTIERS ROUTIERS

EMMANUEL NGANOU DJOUMESSI

« Le bilan des travaux de construction des routes est satisfaisant »

Le ministre des Travaux publics, après la concertation avec les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des infrastructures routières au Cameroun, apporte des éclairages sur quelques chantiers.

Le 12 octobre 2017, vous avez échangé avec les responsables des entreprises chargés de la construction des infrastructures routières. Quel était l'objet d'une telle rencontre ?

L'objet de la rencontre était d'identifier les problèmes que nous avons rencontrés en 2017 en matière de construction d'infrastructures routières à l'effet de démarrer 2018 avec un maximum de possibilités d'atteinte des résultats. Bref c'était une réunion bilan qui nous a permis d'arrêter des perspectives plus satisfaisantes. Nous pensons jusqu'ici que le bilan des travaux de construction des routes en cours est satisfaisant car les entreprises routières se sont effectivement mobilisées, ont travaillé en dépit, et il faut le reconnaître, des conditions climatiques qui ne sont pas favorables ces derniers temps (il pleut davantage et les averses sont de plus en plus nombreuses). Nous avons eu quelques difficultés dans le respect des délais de paiement des prestations. Mais très rapidement les difficultés sont en train d'être remontées avec le concours de nos partenaires internationaux. Aujourd'hui, nous avons réussi à circonscrire les champs de difficultés afin d'apporter des solutions dès maintenant pour que dès la fin des pluies, les travaux redémarrent avec de bonnes chances d'atteinte de résultats.

Au sortir de la réunion d'évaluation de la semaine dernière, y a-t-il

eu des instructions particulières pour le remplacement des buses défectueuses sur l'axe Yaoundé-Douala ?

La route nationale n°3 nous le savons tous est vieille d'un peu plus de 30 ans. Il faut la reconstruire. Les études de reconstruction sont achevées. Il faut maintenant qu'on se mobilise sur cet axe routier qui a en dessous d'elle 420 buses métalliques. Ainsi, au cours de la réunion, nous avons abondamment réfléchi sur ce qu'il y a lieu de faire sur l'axe Yaoundé-Douala. Devons-nous encore recourir aux buses métalliques ? Je dis oui dans certaines circonstances et non dans d'autres circonstances. Nous sommes conscients qu'il faut reconstruire la route Douala-Yaoundé. Mais en attendant, les travaux de remise à niveau ont été entrepris récemment en trois lots dont Yaoundé-Ndoupé, Ndoupé-pont de la Dibamba et pont de la Dibamba-Bekoko. Ce sont des travaux qui se font évidemment à Douala pour le dernier cas. Ces travaux de réhabilitation sont achevés aujourd'hui. En même temps, nous avons un certain nombre de buse sous la route et vous l'avez mentionné qui sont détériorés. Ces buses ont été identifiées. Il y a des buses qu'il faut rapidement remplacer parce qu'elles sont vraiment endommagées pour éviter qu'elles ne s'affaissent. Ces buses sont connues. Il s'agit de 18 buses qui doivent être remplacés dans les brefs délais. Les mesures ont déjà été prises à

cet effet. Le processus de remplacement de ses buses par des dalots est bel et bien en marche.

L'on ne saurait sortir de cet entretien sans évoquer la route Babadjou-Bamenda. A quand le début des travaux ?

La route Babadjou-Bamenda est une route en reconstruction. Les travaux sont contractualisés en direction de l'entreprise Sogea/Satom. Les phases préliminaires de ces travaux sont en cours pour maintenir au moment venu la circulation c'est-à-dire permettre que la liaison entre Babadjou et Bamenda ne soit jamais coupée. Les travaux de reconstruction de la route proprement dite vont commencer au mois de novembre prochain avec le début de la saison sèche. La reconstruction de cette route est capitale puisqu'elle va nous permettre de réaliser quelques kilomètres de voirie dans la ville de Bamenda. Pour le moment, Babadjou et Bamenda passent. Il y a des travaux de maintien de la circulation qui sont permanents. C'est une route en terre désormais parce qu'elle a été scarifiée. Il faut permanemment la maintenir en attendant les travaux de reconstruction.

Qu'en est-il de la route Mora-Dabanga-Kousseri et du deuxième pont sur le wouri qui ont également fait l'objet des discussions ?

Pour ce qui est de la route Mora, Dabanga, Kousseri, c'est une route qui sera reconstruite par le ministère des Travaux publics avec l'expertise technique du génie militaire. Aujourd'hui, nous avons pratiquement fini avec les études techniques. Nous sommes à mesure de dire avec exactitude ce qu'il faut faire. Nous avons discuté la semaine dernière avec le génie militaire pour ce qui est de son



plan de travail.

Lequel plan de travail va nous amener à mobiliser les premières ressources pour le démarrage des travaux. Je voudrais vous dire qu'au moment où nous parlons, le génie militaire s'installe déjà et a déjà envoyé sur le terrain quelques équipes. Par rapport au second pont sur le Wouri, nous pouvons dire que le viaduc ferroviaire est fonctionnel depuis quelques temps déjà. Le viaduc routier côté Bonabéri-Deido est ouvert et le viaduc routier côté Deido-Bonabéri sera ouvert à la fin de ce mois.

Quelles perspectives pour les infrastructures routières au Cameroun en 2018 ?

Je vois des perspectives très satisfaisantes pour 2018 pour au moins trois raisons. La première est qu'au cours de la réunion d'évaluation que nous avons organisée en fin de semaine dernière, nous avons pu identifier les difficultés que nous rencontrons et nous nous sommes engagés à les surmonter pour que 2018 démarre sur de bonnes

Emmanuel Nganou Djoumessi, Mintp.

Nous sommes conscients qu'il faut reconstruire la route Douala-Yaoundé. Mais en attendant, les travaux de remise à niveau ont été entrepris récemment en trois lots dont Yaoundé-Ndoupé, Ndoupé-pont de la Dibamba et pont de la Dibamba-Bekoko.

bases. La deuxième raison est que les paiements laborieux de nos décomptes vont connaître quelques solutions avec le concours de nos partenaires financiers internationaux mais aussi avec le concours de notre organisation plus méthodique. C'est-à-dire notre rigueur dans la gestion des décomptes qui doivent être payés dans la structuration conséquente des prestations effectivement rendues.

Et c'est pour cela que l'entreprise des travaux doit produire davantage pour se faire payer conséquemment. Les ressources seront disponibles pour payer les prestations effectivement rendues. La troisième raison qui peut m'amener à penser que 2018 sera une année tout à fait satisfaisante est que nous avons une trentaine de projets routiers. 18 sont en cours et encore que certains vont s'achever d'ici la fin de l'année. Une demi-douzaine va démarrer en 2018.

Propos recueillis par
Hervé Fopa Fogang



RC: PC/YAO/2017/B/598 - NIU :M061712633521E E-mail :... Tél: - BP. : 2825 Yaoundé - Cameroun

Ref: LI_001/ACGROUPCWA-2017/HRD/DG
Date:15/09/2017

APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT DE (05) SUPERVISEURS

- A- Conditions à remplir :
- Etre titulaire d'un BAC F3, d'un BTS ou diplômes équivalents en électronique ou Maintenance micro-informatique;
 - Etre âgé de 28 ans au plus le 1er janvier 2018 ;
 - Travailler avec rigueur et régularité ;
 - Entretenir de bonnes relations avec l'ensemble des services de l'entreprise ;
 - Faire preuve de discrétion professionnelle ;
 - Sens de l'organisation, rigueur.

- B- Missions principales :
- Veiller au respect des procédures ;
 - Faire un suivi régulier des opérations sur terrain;
 - Paramétrage journalier des équipements et assistance technique en cas de besoin;
 - Informer les clients et partenaires sur tous les services offerts.

Les candidatures, constituées d'une Lettre de motivation (précisant le poste), un CV, les copies de diplômes, le(s) Certificat(s) de travail, Références, la photocopie de la CNI, l'Extrait de casier judiciaire, seront déposées dans les locaux de AC Group CWA s.a.s sis au Quartier Bata Nlongkak à l'ancienne base SOTUC ou à l'adresse info@acgroup.rw au plus tard le 16 octobre 2017 à 15 heures précise.

Les dossiers incomplets ou non conformes ne seront pas examinés ; seul(e)s les candidats short listés seront contacté(e)s !



Horaires de Départ

5h:00	14h:00
6h:00	15h:30
7h:00	16h:30
8h:30	17h:30
10h:00	19h:00
11h:30	
12h:30	

First class VIP Bus Services

DLA - YDE - DLA

The New Pride of Cameroon

Your Safety and Comfort... our Top Priority

Departure time

5:00 am	2h:00 pm
6:00 am	3h:30 pm
7:00 am	4h:30 pm
8:30 am	5h:30 pm
10:00 am	7h:00 pm
11:30 am	
12:30 am	



12ème
édition

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

YAFE 2017 AU PALAIS DES SPORTS DE YAOUNDÉ

Sous le Haut Patronage du Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé, YAOUNDE EN FÊTE (YA-FE) se tiendra du 16 décembre 2017 au 02 janvier 2018 au Palais des Sports de Yaoundé pour la première fois.

Ce nouveau site qui accueille la 12ème édition de YA-FE est à nouveau au Centre ville. Il est conçu pour accueillir en toute sécurité les exposants et les visiteurs de la grande fête foraine de fin d'année dans la Capitale.

Le visiteur trouvera à YA-FE :

- Un lieu de convivialité et de qualité, où les familles pourront se divertir avec une panoplie de jeux variés dont de nombreux manèges pour des petits et grands (chaises volantes, auto tamponneuses etc.).
- Un grand podium avec des animations diverses : Théâtre, cinéma sur écran géant, les concerts du soir dont 7 avec de grandes vedettes camerounaises.
- De bonnes affaires avec des soldes et plein de surprises proposées par des commerçants de la Capitale et quelques grandes entreprises avec des offres exceptionnelles, ainsi que des artisans réputés du Grand Nord Cameroun.
- La gastronomie camerounaise constituée de saveurs gourmandes à des prix de circonstance ainsi que des produits de grandes brasseries.

Oui, YA-FE c'est la fête :

La fête du commerce de fin d'année : la fête de la PME, la fête des artisans, la fête en famille avec les manèges et les jeux, la fête des arts de la scène et des grands concerts, la fête de la gastronomie et de la convivialité.

Yaoundéens, vous êtes attendus avec le plus grand plaisir.

La Fondation Inter-Progress

ATTENTION :
Les inscriptions sont ouvertes :
Tél.: +237 669 999 300
Nouveau siège, route du Mont Fébé, derrière Peace Corps



INTER-PROGRESS



Papay



SOPECAM

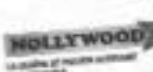


NOLLYWOOD

la capitale et le cœur culturel



SOURCE OUTRIS



la capitale et le cœur culturel

CRISE ANGLOPHONE

Amnesty dénonce des violations des droits humains

Selon cette organisation non gouvernementale, plus de 500 personnes ont placées en détention dans plusieurs villes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

C'est un énième rapport qui accable le Cameroun qui a été publié le 13 octobre 2017 par l'Organisation non gouvernementale (ONG) Amnesty international. Selon ce rapport, des violations des droits humains ont été commises par les autorités dans les régions anglophones lors des manifestations du 1er octobre 2017. Avec à la clé, « au moins 500 personnes qui sont toujours enfermées dans des centres de détention surpeuplés à la suite des arrestations arbitraires massives qui ont eu lieu dans les régions anglophones du Cameroun et de nombreux ma-

nifestants blessés fuient les hôpitaux pour éviter d'être arrêtés », indique Amnesty dans ce rapport. Cette ONG déplore également plus de 20 personnes qui ont été « illégalement abattues par les forces de sécurité ».

Selon Ilaria Allegrozzi, chercheuse sur le lac Tchad à Amnesty International, « l'arrestation massive de manifestants, pour la plupart pacifiques, constitue une violation des droits humains et, par ailleurs, risque fort de s'avérer contre-productive ». Avant d'ajouter que, « les autorités camerounaises doivent libérer toute personne détenue uniquement pour



avoir exercé son droit de manifester pacifiquement. » Selon Amnesty international, ces arrestations ont eu lieu dans plusieurs villes des régions anglophones. À Bamenda, capitale de la région du Nord-Ouest, au moins 200 personnes ont été arrêtées et la plupart ont été transférées à la prison de Bafoussam. À Buea, capitale de la région du Sud-Ouest, au moins 300 per-

des manifestations dans les régions anglophones

sonnes ont été arrêtées depuis les manifestations du 1er octobre, notamment dans le cadre d'une série d'arrestations arbitraires massives entre le 6 et le 8 octobre. Dimanche 8 octobre 2017, précise Amnesty, les policiers ont arrêté jusqu'à 100 personnes qui se rendaient à l'église dans le quartier Mile 16, à Buea, et sont entrés dans le bâtiment pour

arrêter le personnel de l'église. Certaines de ces personnes ont été relâchées. Les forces de sécurité, notamment l'armée dont le déploiement aux fins de maintien de l'ordre devrait rester une mesure prise à titre exceptionnel en situation d'urgence – ont recouru à une force excessive ou injustifiée lors des arrestations et ont détruit des propriétés et pillé des biens, indique cette ONG. Le 3 octobre, à Buea, un policier a lancé une grenade lacrymogène dans un véhicule où se trouvaient une dizaine de manifestants, qui ont dû briser la vitre pour pouvoir respirer. Dans tous les cas recensés par Amnesty International, les autorités ont procédé aux arrestations sans mandat, etc.

B.N

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Des chasubles distribuées aux mototaximen

Samedi dernier, des gilets ont été remis aux mototaximen de Douala par Guinness Cameroon. Au total, cette année, ce sont quelque 6000 gilets réfléchissant jaunes qui vont être distribués à 3000 conducteurs de mototaxis pour leurs déplacements. « Aujourd'hui, nous sommes heureux de vous offrir ces gilets de haute visibilité. Nous espérons que chaque fois que vous choisissez de les porter, ils vous rappelleront le choix que vous devez faire : pas d'alcool quand je dois conduire ! Nous espérons également que ceux parmi vous qui travaillent la nuit, et d'autres usagers de la route, en particulier les conducteurs de voitures, vous repéreront facilement et rapidement, réduisant ainsi les risques d'accidents », a déclaré Kimani Kirore Mwaura, directeur général du géant mondial des boissons alcoolisées Diageo.

En effet, près d'un quart des décès sur nos routes impliquent les motocyclistes. D'ici 2030, on estime que les décès dus aux accidents de la circulation seront la 5e cause de décès dans le monde à moins que des mesures urgentes ne soient prises. Au Cameroun, et particulièrement dans la ville de Douala, les motocyclistes communément appelés « benskin » évoluent en nombre croissant, mais ne circulent pas toujours en sécurité.

De même, la taille réduite et la nature moins stable de la moto, les nids-de-poule, des hauteurs inégales entre les voies et d'autres irrégularités ou objets inattendus sur la route constituent une menace sérieuse pour la sécurité des motocyclistes. « Notre rêve ce n'est pas seulement d'avoir des chasubles, notre rêve c'est aussi d'obtenir nos permis de conduire. Ce document coûte 21 000 FCFA et il est difficile pour nous de l'avoir », confie Willy Kengne, président du bureau exécutif des syndicats et associations de Douala 5ème.

LIGUE 1

Alphonse Tientcheu sacré ballon d'Or 2017

Le défenseur d'Eding Sport FC de la Lékié, championne du Cameroun, a reçu un chèque de 2,25 millions de FCFA le 13 octobre dernier à Douala, pendant la LFPC Awards 2017.

Une cérémonie très courue par les principaux acteurs de la planète foot que sont les joueurs, les coaches, les présidents des clubs, les décideurs, notamment, la Ligue du football professionnel du Cameroun (LFPC) ou la Fecafoot, y compris de nombreux sponsors et autres journalistes sportifs. Mais celui qui a ravi la vedette à tout ce beau monde reste et demeure Alphonse Tientcheu. Le remuant et très dynamique défenseur d'Eding Sport FC de la Lékié (l'une des grandes équipes de l'Elite One) s'est vu décerner le titre de « Ballon d'Or » de l'année 2017, au terme d'une saison très disputée.

Un autre trophée pour un Alphonse Marie Tientcheu, qui n'est pas à son premier exploit. Car vainqueur de la coupe du Cameroun en 2015 avec UMS de

Loum, l'arrière-gauche avait remporté un an après (2016) le championnat national avec ce même club de football. Recruté par Eding Sport FC de la Lékié des semaines après, ce jeune footballeur n'a pas du tout déçu ses nouveaux acquéreurs, puisque sacré une fois de plus champion. Un titre obtenu grâce à la contribution de ses coéquipiers. Solide en défense, Alphonse Tientcheu est considéré par les experts du football local comme étant efficace en attaque. Des qualités qui n'ont pas échappé à Rigobert Song Bahanag, qui vient de le convoquer à l'équipe nationale A qualifiée pour le CHAN (Championnats d'Afrique des nations) 2018.

Elu meilleur joueur de la dernière saison, la récompense d'Alphonse Tientcheu lui a été remise vendredi dernier à



Douala par le gouverneur de la région du Littoral, Dieudonné Ivaha Diboua, qui présidait ainsi la 4ème édition de la LFPC Awards, en présence du général Semengue, président de la LFPC. En plus d'un trophée, un chèque de 2,25 millions de FCFA lui a été remis.

Evidemment, les autres meilleurs acteurs des championnats d'Elite One et Two ont aussi été primés. Parmi eux, Abate Etoundi d'AS Fortuna (ballon d'Or Elite Two), Daouda Kamilou de Coton Sport et Francis Elimbi d'Aigle de la Menoua (meilleurs buteurs Elite One). Junior Awono de Young Sport Academy (meilleur milieu Elite One), Etta

Au milieu, Alphonse Tientcheu, le ballon de l'année 2017 au Cameroun.

Tientcheu est considéré par les experts du football local comme étant efficace en attaque

Bawak d'UMS (meilleur défenseur Elite One), Gael Noukeu du TKC (meilleur milieu Elite Two). Mais aussi, Oscar Kalati d'Eding FC (meilleur gardien Elite One), Modeste Onana de Dynamo (meilleur gardien Elite Two), Clarence Bitang de l'Union de Douala (meilleur come-back), Clarence Bitang de l'Union de Douala (plus beau but). Et enfin, Anicet Foe Mbarga d'Eding FC (meilleur coach Elite One), Atangan Ngandi de Yaoundé II (meilleur coach Elite Two), Jean-not Bito (meilleur arbitre Elite One) et Evariste Mekouande (meilleur assistant Elite One).

JRD

ORIENTATION

Élèves et étudiants en quête d'opportunités

Ils ont pris part du 11 au 13 octobre 2017 au Salon de l'orientation académique et professionnelle organisée par le ministère de l'Enseignement supérieur.



Les universités d'Etats, les grandes Ecoles, les Instituts privés d'enseignement supérieur ont présenté leurs filières de formation ainsi que les débouchés qu'elles offrent aux étudiants et aux élèves des classes de 3ème, 2nde, 1ère et Terminale. C'était à l'occasion du Salon de l'orientation académique et professionnelle (Soap) qui s'est déroulé du 11 au 13 octobre 2017 au Musée national de Yaoundé. Placée sous le thème : « l'orientation-conseil et pratique du bilinguisme :

option stratégique pour la réussite d'un projet professionnel », le Soap selon le Pr. Jacques Fame Ndongo, ministre de l'Enseignement supérieur est un lieu de rencontre entre les décideurs du secteur éducatif, les chefs d'entreprises, les élèves et étudiants, les diplômés, les demandeurs d'emploi et les professionnels d'orientation afin d'échanger sur les diverses préoccupations liées à l'in-

Elèves et étudiants devant le stand de la Faculté des Arts, lettres et sciences humaines de l'université de Yaoundé I

sertion socioprofessionnelle. « Le Soap est aussi un espace qui vise à amener les jeunes diplômés à acquérir les outils et rudiments nécessaires à la réussite d'un projet professionnel d'une part et à développer en eux l'esprit de créativité, d'inventivité et d'entrepreneuriat d'autre part », renchérit le Pr. Jacques Fame Ndongo « Je suis venu par curiosité ici au salon de l'orienta-

tion. En participant à une conférence organisée par le Fonds national de l'emploi (FNE), j'ai appris comment écrire une lettre de motivation, comment me comporter lors d'un entretien d'embauche et comment faire mon CV. C'est un sentiment de satisfaction qui m'anime », explique Michel Essama, diplômé d'un Institut privé d'enseignement supérieur en comptabilité et gestion. Dans la même veine, Florette Ndong, élève en Terminale A4 allemand au lycée de Biyem-Assi affirme avoir été édifié sur les modalités d'entrée à la Faculté de Médecine et des sciences biomédicales (Fmsb) de l'université de Yaoundé I. « Moi je rêve devenir médecin. C'est ma passion depuis l'enfance. Cependant, j'avais toujours entendu parler de l'école de médecine sans savoir comment on fait pour y entrer. Je comptais chercher les informations après l'obtention de mon baccalauréat. Aujourd'hui j'ai eu la chance d'anticiper grâce au

salon. Maintenant je sais ce qui me reste à faire », argumente Florette Ndong. Il faut dire que l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) s'est engagée aux côtés du ministère de l'Enseignement supérieur pour soutenir le Salon de l'orientation académique et professionnelle, notamment le concours intitulé « Award project ». Ce concours vise à récompenser les étudiants ayant initiés des projets porteurs pouvant contribuer au développement de notre pays. Ainsi, L'AUF a primé les 17 meilleurs projets au terme du Soap. Aussi, l'AUF qui a animé un stand au Musée national a présenté aux élèves et étudiants les formations ouvertes et à distance qu'elle offre dans les disciplines suivantes : éducation et formation, sciences humaines, médecine et santé publique, sciences de l'ingénieur, droit, économie et gestion, environnement et développement durable.

Hervé Fopa Fogang

DONALD BOULEMOU

« Soutenir l'entrepreneuriat jeune fait partie des nouvelles missions de l'AUF »

Le responsable de projets en charge des partenariats à l'Agence universitaire de la Francophonie de Yaoundé revient sur les raisons de la participation de sa structure au Soap.

Qu'est ce qui a justifié la présence de l'Agence universitaire de la Francophonie au Salon de l'orientation académique et professionnelle ?

Nous avons été sollicités par le ministère de l'Enseignement supérieur (Minesup) cette année comme tous les ans d'ailleurs. Depuis trois ans, nous participons au forum de l'étudiant qui est devenue salon cette année. Il faut dire qu'à l'origine, nous avons une convention avec le Minesup dans le cadre de la gouvernance universitaire, la qualité de la recherche et puis l'appui aux institutions universitaires membres de l'Auf. Une fois que le ministère nous a sol-

licités, nous avons répondu présent d'abord pour faire connaître nos missions. En effet, l'AUF accompagne les membres de son réseau pour relever les défis de la professionnalisation et de l'insertion des jeunes diplômés. De plus, elle favorise le développement du numérique pédagogique à travers son réseau de Campus numériques francophones (CNF). Vous savez, une occasion comme celle-ci est très importante pour accroître notre visibilité et faire savoir ce que nous faisons au quotidien.

Qu'est-ce que vous dites concrètement aux élèves et étudiants qui viennent ici ?

Au fait, lorsque nous recevons les élèves, étudiants et autres visiteurs, nous les présentons les services que l'AUF propose dans le domaine de la formation que ce soit en présentiel ou à distance. Pour les étudiants particulièrement, nous les informons que nous finançons les projets de recherche car très peu le savent. Il faut dire dans la même veine que les appels d'offres sont lancés chaque année à destination des étudiants chercheurs qui travaillent sur des thématiques liés au développement de notre continent. Nous profitons d'une occasion comme le Soap pour parler de cela aux étudiants.

Les portes du salon de l'orientation académique et professionnelle se sont refermées vendredi dernier. L'AUF a au terme de cet événement primé quelques étudiants. Pouvez-vous nous parler de la symbolique de cette récompense ? Disons que le Minesup en



collaboration avec le ministère des Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat ont lancé le concours « Award project » avec pour but final de primer les étudiants qui se sont également lancés dans l'entrepreneu-

riat. Soutenir l'entrepreneuriat faisant partie des nouvelles missions de l'AUF, nous avons décidé de primer 17 initiatives jeunes.

Propos recueillis par
Hervé Fopa Fogang

Il faut dire dans la même veine que les appels d'offres sont lancés chaque année à destination des étudiants chercheurs qui travaillent sur des thématiques liés au développement de notre continent. Nous profitons d'une occasion comme le Soap pour parler de cela aux étudiants.



1^{ère} édition **FORUM DE LA PME CAMEROUNAISE**



Thème :

«Pour des PME mieux protégées, plus performantes, plus compétitives»

Mardi, 24 octobre 2017 au siège du GICAM

Participation gratuite*

Ouvert aux membres et aux non-membres du GICAM

Objectifs :

- Structurer les propositions et initiatives du secteur privé national sur la question centrale du rôle de la PME dans le processus de développement de notre pays ;
- Définir un catalogue de recommandations et mettre en place une plateforme concertée pour leur implémentation.

03 panels :

- « Quelle protection pour la PME/PMI camerounaise face aux enjeux de la concurrence nationale et internationale? »
 - « Fiscalité des PME : de la contrainte à la compétitivité »
 - « Financement des PME : quelle stratégie gagnante? »
- + des témoignages de success stories de PME/PMI camerounaises

***Sur inscription.**
Nombre de places
limité.

Plus d'infos : www.legicam.cm

Tél. : 233 42 31 41 / Fax : 233 43 38 80 / Mail : gicam@legicam.cm

JACKPOT PRO**APPELS, SMS
ET DATA NON STOP**

JACKPOT PRO est une offre adaptée pour toute personne soucieuse de contrôler son budget tout en effectuant beaucoup d'appels.

En une souscription, vous bénéficiez de minutes d'appels intra et hors réseau neXttel, de minutes d'appels internationaux, de SMS gratuits et un accès à Internet en haut débit.

FORAITS JACKPOT PRO

FORAITS	CODE	PRIX (FCFA)	VOIX (FCFA)			INTERNET (Go)	SMS* Tous les réseaux locaux	VALIDITÉ
			neXttel	Autres réseaux	international			
JACKPOT PRO 1	*860*46#	1 000	2 000	500	-	350Mo	50	7 jrs
JACKPOT PRO 2	*860*45#	2 000	1 000	500	-	1Go	100	30 jrs
JACKPOT PRO 5	*860*40#	5 000	5 000	1 000	500	2Go	100	30 jrs
JACKPOT PRO 10	*860*41#	10 000	10 000	2 000	1 000	4,2Go	210	30 jrs
JACKPOT PRO 20	*860*42#	20 000	20 000	4 000	2 000	8,5Go	441	30 jrs
JACKPOT PRO 25	*860*43#	25 000	25 000	5 000	2 500	11Go	579	30 jrs
JACKPOT PRO 40	*860*44#	40 000	40 000	8 000	4 000	18Go	972	30 jrs

COMPOSEZ *860#

Vérification des bonus : *860*1#
*Vérification du bonus SMS all net : *801*1#

neXttelwww.nexttel.cm

[nexttelcameroon](https://www.facebook.com/nexttelcameroon)
[@nexttel_Camer](https://www.instagram.com/nexttel_Camer)